

Borobia, commune espagnole de la province de Soria en Castille-et-León, compte 3,8 habitants par kilomètre carré.



BPEBLAS / ADOBE STOCK

# La Laponie espagnole, désert démographique

La Serranía celtibérique, territoire du nord-est de l'Espagne, a été politiquement délaissée pendant la seconde moitié du <sup>xx</sup>e siècle. L'émigration rurale est aujourd'hui difficile à inverser.

MARTI BLANCHO

**L**a Laponie a une cousine méridionale méconnue, juste au sud des Pyrénées. En Espagne, la Serranía celtibérique couvre plus de 60 000 km<sup>2</sup>, près de deux fois la superficie de la Belgique, mais ne compte pas plus de 7 habitants par kilomètre carré, ce qui lui vaut le surnom de Laponie espagnole. Une densité exceptionnellement faible en Europe, seul véritable point commun entre les deux régions. La Serranía celtibérique ne souffre pourtant pas du même climat extrême que le grand nord finlandais, située au-delà du cercle polaire arctique. Bien au contraire. Proche des grands centres

urbains, elle fut autrefois une région dynamique. Mais aujourd'hui, sa densité d'habitants est si faible qu'elle n'a de commune mesure qu'avec l'hostile cousine nordique. Comment expliquer cette désertification démographique ? Quelles décisions politiques et économiques ont enclenché puis pérennisé ce processus ? Comment y remédier ?

## « Colonialisme intérieur »

« Le dépeuplement de l'intérieur de l'Espagne débute à la moitié du siècle passé, vers 1955 », explique Ángel Ceña, porte-parole du parti local Soria ¡YA! au parlement de Castille-et-León. Il iden-

tifie deux causes historiques principales. D'une part, « alors qu'une grande partie de l'Europe du sud commence à se mécaniser », ces zones à l'économie essentiellement fondée sur l'agriculture et l'élevage manquent le train d'une révolution industrielle tardive. D'autre part, Madrid, la Catalogne et le Pays basque monopolisent les ressources et les travailleurs, forçant l'exode rural.

Tomás Guitarte, député du parti Aragón - Teruel Existe au parlement d'Aragón, reprend lui aussi ce constat validé par les historiens. Il considère le dépeuplement comme la conséquence d'une série de décisions politiques « qui ont structuré, à partir des années 1950, les modèles de développement. Le gouvernement a choisi les aires à industrialiser et celles à leur service pour apporter main d'œuvre et ressources naturelles ». Sans mâcher ses mots, le député fustige « un véritable processus de colonialisme intérieur ».

Dans les années 1970, la dictature franquiste assume déjà le fait que les ruraux sont destinés à émigrer. Preuve en est, le discours du ministre de l'Éducation du régime lors de l'inauguration d'une école à Teruel, ville moyenne et isolée de la Serranía celtibérique: «*Si ces hommes doivent s'en aller pour nourrir la force et l'énergie d'autres provinces, qu'ils le fassent au moins avec des études ou un métier dignes.*»

Face au dépeuplement, les autorités fascistes préfèrent l'émigration interne à la dynamisation des régions délaissées. Cette posture s'est perpétuée bien après la mort de Franco. Les gouvernements successifs ont «*assigné Teruel et sa région à se vider*», considère Tomás Guitarte. La fracture entre une Espagne industrialisée et une autre abandonnée se serait accentuée dans les années 1980, avec l'entrée dans l'Union européenne et l'arrivée du Fonds de cohésion, «*presque entièrement alloué à Madrid, la Catalogne et le Pays basque*», critique l'homme politique.

### La campagne, un échec

Au-delà de toutes ces considérations économicopolitiques, Pilar Burillo, démographe chercheuse spécialisée dans les zones défavorisées en Espagne, rappelle l'importance du facteur culturel, c'est-à-dire la manière dont sont perçues ces zones rurales dépeuplées. «*La grande ville est synonyme de réussite et revenir dans son village est mal vu. Celui qui revient a échoué*», résume-t-elle. Certaines provinces, comme celle de Soria par exemple, voient émigrer près de la moitié des habitants nés sur leur territoire.

«*Le dépeuplement est un poids avec lequel je suis né*, confie Ernesto Pastor, 40 ans, ingénieur en télécommunications. *J'ai toujours grandi avec le sentiment qu'il n'y avait rien pour moi ici, que je devais partir pour devenir quelqu'un. C'est comme ça que nous a éduqués le système, en nous lestant d'un sentiment d'infériorité.*»

Le quarantenaire habite pourtant aujourd'hui Teruel. Cycliste invétéré, il a créé Montañas Vacías (Les montagnes vides, en espagnol), un itinéraire de voyage à vélo de 600 km au travers de la Laponie espagnole. Le parcours, une initiative personnelle réalisée sans aucun soutien institutionnel, attire chaque

## Des paradoxales difficultés pour se loger

Rien ne sert d'offrir du travail si les employés ne peuvent se loger. Et, dans la région, l'habitat disponible est une denrée rare. «*Il n'y a presque pas de logements en location, c'est un grave problème*», s'inquiète Tomás Guitarte. Ce qui, à première vue, semble paradoxal dans une région délaissée par sa

population s'explique en réalité par une très haute proportion de logements vacants, surtout des résidences secondaires d'anciens locaux ou de leurs héritiers. «*Un maire d'ici a dédié une grande partie de sa vie à essayer de faire revivre sa commune. Il a persuadé une entreprise d'y créer quinze postes de travail*

*et a fini par tous les voir s'installer en dehors du village par manque de logements*», illustre Ernesto Pastor. Pour mettre un terme à ce cercle vicieux, Tomás Guitarte ne voit comme solution immédiate que la construction d'habitat public en location, à défaut de pouvoir forcer les propriétaires à louer leurs biens.

année des milliers de cyclotouristes du monde entier. L'objectif d'avoir «*un impact positif*» grâce au tourisme durable semble avoir été atteint. La presse locale s'en est fait l'écho. «*Plusieurs petits commerces locaux et ruraux m'ont expliqué que ce projet a aidé à leur survie, que le goutte-à-goutte constant de cyclistes leur a permis de rester ouverts*», reconnaît Ernesto Pastor, avec une modestie teintée de fierté.

Mais le tourisme seul ne sauvera pas la Serranía celtibérique. Elle a surtout besoin de nouveaux habitants. Pour cela, il faut rendre le territoire attractif et assurer «*les conditions minimales de vie: des routes et voies de communication en bon état, un réseau Internet et téléphonique fonctionnel, des services de santé, des commerces et l'accès au logement*», égrène Pilar Burillo. Autant d'évidences qui n'en sont pas dans ces territoires délaissés.

### L'opportunité télétravail

Le réseau routier secondaire est en piteux état, les lignes de chemin de fer abandonnées voire inexistantes, les réseaux de téléphonie mobile et ADSL minés par les zones blanches. «*On n'est pourtant pas une île lointaine, le nord de l'Ecosse ou la [véritable] Laponie, s'indigne Ángel Ceña. On se trouve au centre de l'Espagne, proches de Saragosse, Barcelone ou Valence. Madrid est à 2 h 15 de voiture!*»

La plupart des habitants quittant les zones rurales par manque d'opportu-

nités professionnelles, le repeuplement passe d'abord par la création d'emplois. Première piste: la réindustrialisation. La Serranía celtibérique, riche en argile et en bois, manque de sites industriels. Les entreprises chargées de l'extraction préfèrent donc transformer ces matières premières en dehors du territoire. «*Il faut changer cela, que les ressources soient exploitées là où elles sont prélevées*», réclame Pilar Burillo.

Quant au secteur tertiaire, les politiques locales voient dans l'avènement du télétravail une opportunité sur laquelle capitaliser. «*C'est une solution évidente à laquelle on n'aurait jamais pensé*», considère Tomás Guitarte, qui évoque plusieurs pistes de réflexion avec le gouvernement central. Que des fonctionnaires employés à Madrid puissent, par exemple, télétravailler en dehors de leur province d'emploi et ainsi peupler les villages vidés... A condition bien sûr pour les ménages de trouver un logement, ce qui n'est pas gagné vu l'état du marché immobilier (lire l'encadré).

Avant la pandémie de Covid-19, le parti local Teruel Existe avait réussi à porter la question du dépeuplement dans le débat national en faisant élire, en 2019, un député et deux sénateurs au parlement central. «*Que veut-on comme pays?*», interroge Ángel Ceña. «*Madrid comme mégalopole et abandonner le reste de l'Espagne?*» Quatre ans plus tard, la problématique a resurgi dans le spectre politico-médiatique, sans pour autant avoir été résolue. ●